

**INSTITUTION ADOUR**

Extrait du registre des délibérations
de l'établissement public territorial de bassin Institution Adour

Séance du 28 mars 2019
(Convocation du 21 mars 2019)

Aujourd'hui, le vingt-huit mars deux mille dix-neuf à 14 heures, le comité syndical dûment convoqué s'est réuni à la salle Henri Lavielle de l'Hôtel Planté du Département des Landes sous la présidence de Monsieur Paul CARRERE

Etaient présents :

Mesdames Christiane AUTIGEON Dominique DEGOS et Céline SALLES
Messieurs Jean ARRIUBERGE, Paul CARRERE, Thierry CARRERE, Gérard CASTET, Yves LAHOUN, Bernard SOUDAR et Christophe TERRAIN

Etaient excusés :

Mesdames Laurence ANCIEN et Nathalie BARROUILLET
Messieurs Gabriel BELLOCQ, Patrick CHASSERIAUD, Francis DUPOUEY, Jean GUILHAS, Xavier LAGRAVE, Charles PELANNE, Bernard POUBLAN et Bernard VERDIER

Secrétaire de séance :

Madame Céline SALLES

OBJET : Affaires générales / Gouvernance - Motion sur la mobilisation des fonds européens pour le financement des actions relatives à la prévention des inondations

Exposé des motifs :

Dans le cadre du programme opérationnel FEDER-FSE 2014-2020, la Région Nouvelle-Aquitaine a défendu la possibilité d'accompagner financièrement les porteurs de projet dans la conduite d'actions relatives à la prévention des risques, incluant le risque d'inondation. Il est à noter que la Région Nouvelle-Aquitaine a été une des rares Régions à prévoir la possibilité de mobiliser des fonds européens sur cet axe. La Région Occitanie a quant à elle inscrit une possibilité similaire de mobiliser les fonds européens sur l'axe Garonne.

Concernant les opérations conduites par l'Institution Adour, les fonds européens mobilisés auprès de la Région Nouvelle-Aquitaine totalisent un montant d'environ 1 580 000 € :

- 69 397,38 € versés par le FEDER sur 157 119,16 € de dépenses effectives pour les années 2016-2017 d'animation des PAPI de l'agglomération dacquoise et de l'Adour amont et la réalisation d'une étude d'opportunité de classement des systèmes d'endiguement de l'Adour amont (soit 44,17% d'aide)
- 339 040 € attribués en 2017 par le FEDER sur 458 800 € de dépenses prévisionnelles pour la réalisation d'études afférentes au PAPI de l'agglomération dacquoise (soit 73,9% d'aide)
- 323 624,00 € à solliciter pour l'année 2019 auprès du FEDER sur 554 280,00 € de dépenses prévisionnelles pour l'animation des PAPI de l'agglomération dacquoise et Adour amont et du volet fluvial de la SLGRI côtier basque, ainsi que pour la réalisation d'études réglementaires concernant le recul de la digue de Pontonx-Téthieu et la réalisation d'une étude hydraulique sur le bassin versant des Luys (58,4% d'aide)
- 840 600 € à solliciter auprès du FEDER sur 1 401 000 € de dépenses prévisionnelles pour les travaux correctifs à réaliser sur les digues de la Bidouze aval (60% d'aide).

Au vu de l'enjeu relatif à la prévention des inondations identifiés sur le bassin de l'Adour, lequel compte 3 territoires à risque important, et prochainement 4 en application de la directive inondation, ainsi que 4 PAPI et 2 SLGRI en cours d'élaboration, il est important que le FEDER puisse rester mobilisable au-delà de 2020.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de la réception par le représentant de l'Etat.



A cet effet, il y a lieu d'alerter les 2 Conseils Régionaux du territoire quant à l'intérêt de prévoir un axe d'intervention qui permettra la mobilisation du FEDER en accompagnement des projets relatifs à la prévention des inondations.

LE COMITE SYNDICAL

En l'absence d'observations,

Après avis favorable des Commissions,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité

DECIDE

Article 1

- De mettre en exergue l'importance et l'effet de la mobilisation du FEDER auprès de la Région Nouvelle-Aquitaine pour la conduite d'opérations structurantes en matière de prévention des inondations sur le bassin de l'Adour,
- De rappeler que la prévention des inondations reste un enjeu majeur pour le bassin de l'Adour, lequel compte 3 territoires à risque important, et prochainement 4 en application de la directive inondation, ainsi que 4 PAPI et 2 SLGRI en cours d'élaboration, notamment au regard des incidences du changement climatique telles qu'identifiées dans le cadre de la démarche Adour 2050,
- D'alerter sur le fait que, au vu de la dominante rurale du bassin de l'Adour, le recours à la levée de la taxe GEMAPI ne suffira pas à financer les investissements nécessaires tant en termes de protection que de prévention contre les inondations.
- D'autoriser le Président de l'Institution Adour à effectuer les démarches nécessaires pour solliciter :
 - o auprès de la Région Nouvelle-Aquitaine, le maintien dans le prochain programme opérationnel FEDER-FSE d'un objectif spécifique visant à réduire la vulnérabilité des populations les plus exposées aux risques d'inondation, d'érosion-submersion et de pollution de l'eau (actuel OS5 de l'axe 4),
 - o auprès de la Région Occitanie, l'inscription dans le prochain programme opérationnel FEDER-FSE d'un objectif spécifique visant à réduire la vulnérabilité des populations les plus exposées aux risques d'inondation..

Article 2

Monsieur le Président est chargé de l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré le 28 mars 2019 à Mont-de-Marsan,

Le Président,

INSTITUTION ADOUR
38 rue Victor Hugo
40025 MONT DE MARSAN CEDEX

Paul CARRERE